

Concertation nationale sur l'énergie et le climat

CAHIER D'ACTEUR

N° 207



La Fédération Chimie Énergie CFDT : acteur clé de la transition énergétique et industrielle

La Fédération Chimie Énergie CFDT (FCE-CFDT) représente un vaste éventail de secteurs industriels, notamment le caoutchouc, la chimie, les industries électriques et gazières, les instruments d'écriture, la navigation de plaisance, le papier/carton, le pétrole, la pharmacie, la plasturgie et le verre. Forte de cet ancrage, elle joue un rôle central dans l'accompagnement des mutations industrielles et énergétiques.

Pionnière en matière de transition énergétique, la FCE-CFDT soutient activement l'émergence et le développement de nouvelles filières industrielles. Sa mission s'inscrit dans une vision durable et responsable, où l'emploi occupe une place primordiale. Pour la Fédération, l'emploi ne doit jamais être considéré comme une variable d'ajustement, mais comme un levier fondamental pour réussir les transformations du secteur.

Dans cette optique, la transition énergétique doit anticiper les mutations industrielles et numériques, afin d'assurer des transitions professionnelles harmonieuses. La FCE-CFDT s'attache ainsi à sécuriser les parcours des salariés par le dialogue social, tout en favorisant le développement des entreprises. Sa démarche contribue à bâtir les emplois de demain et à préparer les entreprises aux défis de l'avenir.

Le point de vue de Fédération Chimie Energie de la CFDT (FCE CFDT) sur la programmation pluriannuelle de l'énergie PPE 3.

EN BREF

Les attentes de la FCE-CFDT quant à la PPE et la SNBC, déjà partagées lors de la construction de la Stratégie Française Energie Climat (SFEC) repose sur 2 piliers :

- **Atteindre la neutralité carbone à 2050** conformément à notre ambition française et européenne.
- **Assurer aux industriels comme à nos concitoyens une sécurité d'approvisionnement** avec une électricité de qualité : disponible et compétitive.

Au-delà de ces priorités liées au système électrique, la FCE-CFDT plaide pour la mise en place d'une **tarification sociale de l'électricité**. Ce dispositif inclurait :

- Un **talon de puissance (kVA)** et un **talon de consommation (kWh)** correspondant aux besoins essentiels d'un foyer pour assurer les services de base.
- Une application similaire pour le **gaz**, notamment pour la cuisson.

Le financement de ce mécanisme pourrait reposer sur une tarification des puissances souscrites et des consommations au-delà des seuils définis, permettant un modèle autoporté directement intégré aux factures d'énergie.

De plus, la PPE repose sur des projections de consommations qui nous paraissent aujourd'hui souhaitables mais ambitieuses. Le risque est grand de réduire nos émissions nationales de CO₂ par une accélération de la désindustrialisation. A l'heure où nous écrivons ces lignes, les délocalisations ou les cessations d'activité s'accroissent fortement dans les secteurs de l'automobile et de la chimie. La FCE-CFDT souhaite donc que l'énergie soit considérée comme une composante essentielle de la maîtrise de nos vulnérabilités et que dans le respect des traités européens, la France ne renonce en rien aux 2 piliers de notre stratégie énergie climat.

Les priorités de la FCE CFDT

L'atteinte de la neutralité carbone

La FCE-CFDT salue et adhère pleinement à l'ambition européenne et française d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Toutefois, cette transition ne peut se limiter à une simple substitution des énergies fossiles par des énergies décarbonées ou à la seule réduction des consommations domestiques d'énergie : elle exige une transformation en profondeur des usages, tout en préservant et renforçant le tissu industriel national et européen.

Une vision stratégique et agile

Face aux défis posés par la transition bas carbone, la FCE-CFDT plaide pour une stratégie de long terme, capable de s'étendre au-delà de 2050, tout en restant agile et adaptable. Cette transition ne saurait être synonyme d'une externalisation accrue de nos activités industrielles. Décarboner notre économie en exportant notre production hors d'Europe serait une impasse environnementale et sociale.

Sortir des énergies fossiles est indispensable, mais cela ne peut s'envisager qu'en parallèle d'un effort massif de réindustrialisation. L'industrie du XXe siècle reste un socle essentiel pour bâtir celle du XXIe siècle : acier pour les mâts d'éoliennes, béton pour leurs fondations ou les centrales nucléaires, fonte pour les chaudières... Toutes ces infrastructures demeurent nécessaires à la transition énergétique.

Accélérer la conversion énergétique

Pour réussir cette mutation, la FCE-CFDT appelle à accélérer la transition des énergies

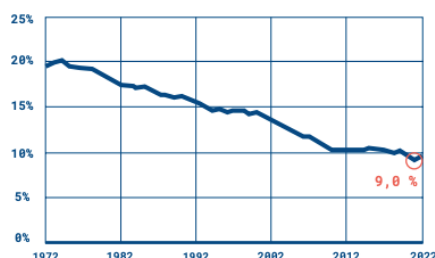
fossiles vers des énergies décarbonées dans tous les secteurs. La conversion des procédés industriels et des usages carbonés doit franchir un cap. Pourtant, les données récentes témoignent d'un retard préoccupant :

Entre 2019 et 2023, la consommation de pétrole a baissé de 6,3 %, celle de gaz naturel de 8,5 %, et celle d'électricité de 6,9 %.

Si cette baisse globale reflète une potentielle progression des efforts de sobriété énergétique, elle met également en lumière une poursuite inquiétante de la désindustrialisation, avec une réduction de 14,6 % de la consommation énergétique de l'industrie sur la même période.

Les objectifs définis par la Stratégie Française Énergie Climat (SFEC), notamment la conversion des énergies fossiles vers l'électricité à hauteur de 150 TWh, semblent ainsi hors d'atteinte à ce jour.

Évolution de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB français (VA, en % du PIB)



SOURCE : INSEE AVEC ANALYSE BPIFRANCE / PÉRIMÈTRE : INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Neutralité technologique et cohérence des politiques publiques

La FCE-CFDT appelle également à garantir la neutralité technologique dans les solutions de décarbonation. Le Plan National Intégré Énergie Climat, qui fixe un objectif ambitieux de 49 % d'énergies renouvelables dans le secteur des bâtiments, pose des questions essentielles :

- L'objectif principal ne doit-il pas rester la réduction des émissions de CO₂,

indépendamment de la source d'énergie utilisée ?

- Comment identifier et mesurer précisément la part d'énergies renouvelables dans les bâtiments ?

Une transition indissociable de la réindustrialisation

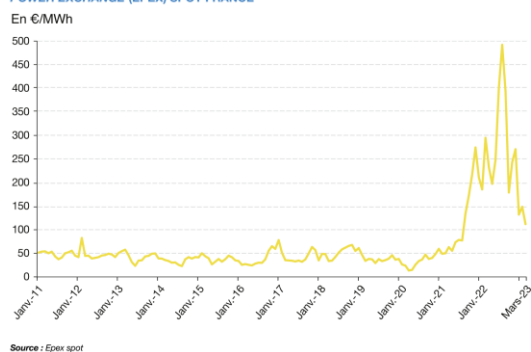
Pour atteindre la neutralité carbone tout en évitant de polluer ailleurs, la France doit concilier réindustrialisation et transition énergétique. Cela implique :

- Une conversion des procédés industriels, soutenue par des énergies décarbonées.
- Une transition des usages (mobilité, chauffage, agriculture, etc.) vers des solutions bas carbone, principalement électriques, avec un recours complémentaire à la biomasse et au biométhane.

Assurer aux industriels comme à nos concitoyens une sécurité d'approvisionnement avec une électricité de qualité : disponible et compétitive

La crise récente sur les marchés du gaz et de l'électricité a confirmé une vérité fondamentale : la rareté de l'énergie se traduit systématiquement par une flambée des prix. Ce constat est encore plus frappant pour l'électricité, dont les capacités de stockage sont très limitées face à l'ampleur des besoins.

PRIX BASELOAD MOYEN MENSUEL SUR LE MARCHÉ EUROPEAN POWER EXCHANGE (EPEX) SPOT FRANCE



Partant de ce constat, la FCE-CFDT préconise un dimensionnement légèrement excédentaire des capacités de production par rapport aux consommations anticipées, en tenant compte des fluctuations en temps réel. Une telle approche est essentielle pour :

- Assurer une alimentation électrique continue et fiable pour l'industrie, en répondant aux contraintes d'appels de puissance et en respectant les critères de fréquence et de tension.
- Protéger les populations vulnérables de la précarité énergétique, qui pourrait s'aggraver en cas d'insuffisance de production.

La solution actuelle du bouclier tarifaire ne peut constituer une réponse structurelle à la volatilité des prix sur les marchés de gros. Une approche durable passe par un équilibre entre production abondante et diversification des sources énergétiques.

Flexibilités et risques des interconnexions

Dans le débat sur la sécurité d'approvisionnement, les interconnexions entre pays européens jouent un rôle crucial. Cependant, elles comportent des risques : une pénurie simultanée d'énergie, par exemple lors de périodes de faible production éolienne et solaire à l'échelle européenne (comme les épisodes de "dunkelflaute" en novembre et décembre 2024), pourrait

fragiliser l'approvisionnement.

C'est pourquoi la FCE-CFDT insiste sur la nécessité de préserver une part significative de puissance pilotable dans le mix énergétique français, en s'appuyant sur l'hydroélectrique et le nucléaire. Cette capacité pilotable est un élément clé pour réussir une transition énergétique juste, capable de dynamiser l'emploi industriel tout en évitant des hausses insoutenables des prix de l'électricité.

Un mix énergétique équilibré et diversifié

L'accès à une électricité compétitive et abondante repose sur un mix énergétique tirant parti de toutes les ressources disponibles :

- Les énergies renouvelables fatales (éolienne et photovoltaïque), indispensables pour leurs coûts variables quasi nuls. Cependant, leur dépendance aux conditions climatiques impose de ne pas s'y limiter.
- Les énergies renouvelables pilotables, telles que l'hydraulique. La France doit impérativement résoudre le contentieux avec la Commission européenne sur les concessions hydroélectriques et accélérer les projets prévus dans la PPE 3, notamment pour les stations de transfert d'énergie par pompage (STEP).
- Le nucléaire, source d'emplois qualifiés et pilier de la puissance pilotable. La FCE-CFDT soutient la construction de 8 à 10 réacteurs EPR 2 d'ici 2050 pour garantir la stabilité du réseau à long terme. Elle plaide également pour le développement de réacteurs modulaires (SMR), de

préférence de 4e génération, adaptés aux besoins spécifiques de l'industrie et à la production d'hydrogène. La FCE-CFDT renouvelle son soutien à la prolongation de la durée de vie des réacteurs existants, en cohérence avec les recommandations de l'Autorité de Sûreté afin de maîtriser au mieux la transition vers le « net zero ».

- Les gaz renouvelables, notamment le méthane renouvelable, qui offrent une flexibilité essentielle. La transition du gaz fossile vers des solutions renouvelables doit être accélérée, en préservant une partie du réseau de distribution existant pour un usage local et circulaire du biogaz.

Et qui s'appuient sur des infrastructures de transport et de distribution en cohérence avec les besoins de la décarbonation.

Une transition énergétique résiliente

Pour la FCE-CFDT, toutes les sources d'énergie décarbonées doivent être mobilisées. La diversité des solutions énergétiques est un atout stratégique, garantissant résilience et sécurité d'approvisionnement.

La transition énergétique que nous appelons de nos vœux doit conjuguer :

- Une réduction des émissions de CO₂ sans délocalisation de la production industrielle.
- Une réindustrialisation soutenue par une énergie abondante, compétitive et décarbonée.
- Une protection des plus démunis face

aux fluctuations des prix de l'énergie.

Conclusion

Priorités énergétiques de la FCE-CFDT : vers une transition juste et efficace

La FCE-CFDT affirme son engagement en faveur de la transition énergétique, en accord avec les priorités exposées dans le cahier d'acteur de la Confédération CFDT. L'objectif de sortir des énergies fossiles est au cœur de cette démarche, tant pour des raisons climatiques que pour réduire le déficit structurel de la balance commerciale française, qui s'élève à environ 100 milliards d'euros par an à cause des importations d'énergies fossiles.

Emplois et accès à l'énergie : des enjeux cruciaux

La FCE-CFDT partage les grandes orientations définies par la Confédération CFDT dans son cahier d'acteur, en particulier sur les thématiques transversales qui touchent l'ensemble des secteurs économiques. Les transitions professionnelles et l'emploi restent des priorités majeures.

On l'a vu, la FCE-CFDT est particulièrement attachée à l'instauration d'une tarification sociale de l'énergie, garantissant à chaque foyer un accès minimal à l'électricité et, potentiellement, au gaz pour couvrir les besoins essentiels.

Énergies et PPE 3 : des points d'attention

stratégiques

Globalement, la FCE-CFDT soutient les orientations proposées par le gouvernement dans la troisième Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE 3). Cependant, elle tient à souligner plusieurs points cruciaux pour assurer le bon fonctionnement du système énergétique, et en particulier du système électrique :

- **Évolution de production excédentaire** : la demande actuelle est bien inférieure aux prévisions, tandis que la production est excédentaire. Cela impose une adaptation rapide des politiques publiques.
- **Efficacité des financements publics** : les moyens financiers publics doivent être prioritairement alloués aux solutions les plus efficaces pour décarboner.
- **Vision systémique et agilité** : les politiques énergétiques doivent anticiper l'avenir avec souplesse et privilégier une approche systémique. À ce titre, la FCE-CFDT met en garde contre une précipitation non encadrée dans le développement de l'hydrogène, qui pourrait s'avérer inefficace s'il n'est pas déployé de manière ciblée et rigoureuse.

Dimension européenne : renforcer les marchés tout en respectant les fondamentaux

Au-delà des enjeux nationaux de la PPE 3, la FCE-CFDT appelle le gouvernement à poursuivre ses efforts pour faire progresser les marchés énergétiques européens, dans le respect de deux principes clés :

- **Sécuriser et valoriser** les capacités pilotables : elles sont essentielles pour garantir la stabilité et la résilience du

système énergétique.

- **Respecter la neutralité technologique** : ce principe, défendu par la France en 2024, doit rester un pilier des politiques énergétiques européennes.

La FCE-CFDT milite pour une transition énergétique qui combine efficacité économique, ambition climatique et justice sociale. Sortir des énergies fossiles, tout en préservant les emplois et en garantissant un accès équitable à l'énergie, nécessite une approche pragmatique, agile et systémique, capable de relever les défis d'aujourd'hui et de demain.